

La région du Sahel dans les bourrasques de la mondialisation : (Enjeux, Convoitises et Géostratégie) Quelles attitudes et marges de manœuvres possibles pour l'Algérie ?

Professeur Med Reda MEZOUÏ

Directeur de Laboratoire d'Études et d'Analyses des Politiques Publiques en Algérie, Université d'Alger 3

Resumé

Cette réflexion ne se veut qu'une modeste esquisse d'une volonté de compréhension de la réalité qui sous-tend les événements en cours dans la région sahélienne en particulier. La question ici pourrait être quels seraient les véritables tenants et aboutissants qui pratiquement partagent l'Afrique en deux ?

Mots clés : géoéconomie, géopolitique, géostratégie, stabilité hégémonique, Pays émergents, Faire Valoir, Sahel, Mondialisation.

Un premier volet est consacré à une succincte présentation d'un état des lieux au Sahel : -Tant du point de vue de la « géoéconomie » avec ses ressources conséquentes mais cependant très convoitées. Une situation qui ne pouvait pas ne pas avoir d'incidences violentes dans un contexte mondialisé où le réalisme politique est fondamentalement culminant ; -Que du point de vue de la « géopolitique » avec ses « Quasi-Etats », en faisant l'essentiel des liaisons qui s'imposent sans pour autant subir la force de l'attraction perturbante et restreinte des nombreuses analyses circonscrites au seul Sahel, notamment à ceux dits du « champs » (Mali, Niger, Tchad, Burkina Faso, Libye).

Un second volet : a pour corollaire l'émancipation de nombreux nouveaux acteurs, notamment ceux dits « émergents » mais pas seulement, dans l'arène internationale et dans la région sahélienne en particulier, ce qui impose entre autres de recourir à une grille de lecture plutôt « géostratégique », c'est-à-dire celle qui permet de transcender l'analyse factuelle primaire en interpellant l'intelligibilité du concept de la « stabilité hégémonique » et agrée un diagnostic des véritables enjeux. Ceux que le processus saccadé et accéléré de la mondialisation tend à malmenier et à occulter, notamment par des états « FAIRE-VALOIR » (tel que l'Union européenne, la France, l'Angleterre, l'Italie, l'Espagne etc.), afin de rendre intelligible l'essentiel des ressorts qui régissent les forces en présence dans la région, sans omettre les particularismes sociaux et historiques de celle-ci.

un troisième volet qui se veut une ébauche de synthèse d'un pays comme l'Algérie qui est déjà acteur dans la région sahélienne.

I. Premier volet : état des lieux

Dans cette perspective, il sera procédé à certains préalables théoriques :

C'est entre autres le choix d'une démarche empirique et descriptive ne négligeant pas la donnée systémique (*David Easton, An Approach to the Analysis of Political Systems, in World Politics 9. 1957*), le tout croisé avec une approche analytique suivie d'une attention particulièrement, par le biais de l'utilisation de la « boîte à outil » notamment de l'école réaliste dans les relations internationales, laquelle depuis Thucydide (460 A JC) à Hans Morgenthau¹ ou même encore à John Mearsheimer² devrait nous aider à identifier la cohérence de la situation dans cette région. Elle nous rappelle avec insistance entre autres, que la politique suit des règles objectives : celles de la nature humaine (Lorenz konrad, 1977)³. Il est nécessaire de se rappeler

qu'une théorie ne saurait être autre chose qu'un dispositif d'analyse, dont la seule issue n'est pas de se doter d'un instrument d'interprétation global du réel, mais d'en proposer une approche satisfaisante et en même temps la plus cohérente possible.

La présence marquée d'acteurs extérieurs tels que les États-Unis ou ceux des BRICS en compétition dans ce vaste territoire sahélien semble nous indiquer entre autres qu'ils œuvrent en dernier ressort dans une logique ostensiblement bien décrite par la théorie de la «la stabilité hégémonique» (McKinder⁴, Keohane & Nye 1977⁵) mondiale. C'est-à-dire de façon sommaire, celle d'une puissance relative qui surpasse toutes les autres, mais où l'hégémon exerce néanmoins un leadership plus ou moins bienveillant, notamment en élargissant sa puissance tout en tentant- en même temps de contrôler ses ambitions de sur-expansion, auquel consentent au moins jusqu'à un certain degré les autres États souverains- et de contenir tout éventuel compétiteur.

In fine, il s'agit d'esquisser les attitudes et les marges de manœuvres stratégiques futures de l'Algérie en tant qu'un pays pivot au Sahel.

- De la géographie à la géoéconomie

Il n'est pas prétendu ici, de faire à l'instar de Paul Claval l'épistémologie de la science géographique, mais seulement une simple approche explicative que permet cette discipline.

Il est possible de relever dès lors, que l'homme s'est toujours questionné sur son espace naturel notamment du plus contigu au plus éloigné, et de constater la récurrence de l'enchevêtrement existant entre géographie et philosophie mais aussi économie, politique et stratégie.

Dans l'antiquité déjà, on peut noter l'extraordinaire perception intuitive et pragmatique du philosophe et mathématicien Ératosthène

(276-199 A/JC) qui bien avant Thales de Milet (625-545 A/JC), Hérodote (484-420 A/JC), Platon (428-347A/JC), Aristote (384-322 A/JC), qui par ses travaux exceptionnels pour l'époque sur les mesures sphériques de la terre, de la répartition des océans, des continents, des vents, de l'altitude des montagnes et des zones climatiques, s'est finalement rapproché le plus de la géographie moderne.

Et d'avoir été le premier à employer le terme géographie selon Paul Claval⁶, bien sûr sans oublier les précurseurs arabes mentionnés dans les travaux de Régis Blachère⁷ notamment Al YAQUBI (mort en 802), El BACKRI (1068), AL-Idrisi (1099-1169) ou Ibn Batouta (1304-1377) qui ont contribué à l'essor de la cartographie, mais aussi de nous avoir livré les chroniques sur les «us et coutumes» de l'époque, entre autres celles des pays Sahélien.

L'histoire montre notamment qu'en dépit du progrès de la science et des connaissances:

- de Galilée Galileo (1564-1642)⁸ avec ses déboires avec l'église, de Nicolas Machiavel et ses conseils au prince, de Montesquieu avec son déterminisme environnemental, d'Alfred Mahan⁹ et de John Mckinder avec leur théorie de «seapower» ou du «heartland», de Frederick Ratzel¹⁰ avec celle de « l'espace vital», de Michel Foucher¹¹ et sa problématique des frontières ou d'Yves Lacoste avec sa géographie qui «sert à faire la guerre»¹² et bien d'autres auteurs de renom dans ce domaine, tous témoignent que la géographie est une discipline extensive, et qui a sans cesse servi d'abord d'alibi aux pulsions de domination et d'appropriation inhérente à la nature humaine. La proximité de l'homme avec l'animal a été relevée et développée par les avancées de l'éthologie

et récompensée par un prix Nobel en 1973 (Korand Lorenz, Niko Tinbergen, Karl Von Frish) :

- Ce qui tend à valider l'affirmation notamment de Thomas Hobbes (Léviathan 1651)¹³ pour qui «L'homme est un loup pour l'homme», -ou déjà bien avant lui dans l'antiquité MACCIUS PLAUTE (254-184 a/JC) en faisait l'objet de sa raillerie tragi-comique dans ses pièces de théâtre;
- faut-il rappeler la posture de Nietzsche et son nihilisme pour qui «l'histoire des deux prochains siècles sera celle de la puissance» (ainsi parlait Zarathoustra 1883)¹⁴;
- ou l'observation d'Emmanuel Kant qui à partir de « l'Etat de nature, c'est-à-dire de conflictualité, de guerre permanente, de la loi du plus fort » a tenté de construire son projet pour « une paix perpétuelle»;
- ou encore le constat de l'extension en cours de ce processus de marchandisation à tous les secteurs de la vie de ce que l'on peut acheter et vendre sur le marché mettant ainsi au centre de l'existence humaine notamment l'esprit de la compétition, la production, la consommation, la cupidité..., comme dessein majeur de cette internationalisation (Castoriadis 1996, Stiglitz 2002, Noam Chomsky 2004);
- D'autant que le village planétaire (Marshall Macluhan 1982) rendu possible par la mondialisation fait qu'aujourd'hui même les régions les plus inhospitalières (déserts, Arctiques, Antarctiques, océansetc.) sont convoitées. Elles sont donc devenues l'objet d'une rude compétition pour l'appropriation de leurs ressources naturelles en même temps qu'une possibilité d'extension de puissance et donc de conflits.

Ces régions devenues exploitables grâce aux technologies modernes et surtout indispensables aux besoins en matières premières pour les multinationales, lesquelles sont aujourd'hui des acteurs «qui reconstruisent entre autre, de plus en plus l'espace mondial en fonction de leurs stratégies de firmes globales, des circuits marchands, et du déplacement des hommes depuis toujours» comme le fait remarquer, Bertrand Badie (1996), et David C. Korten (2006)¹⁵ car pour ce dernier les multinationales gouvernent déjà le monde. Ce que tend à confirmer la CNUCED depuis (1989).

Mais il reste que l'enjeu comme le souligne Edward Luttwak (1990)¹⁶ est ici « de conquérir ou de préserver une position enviée au sein de l'économie mondiale» C'est-à-dire une géoéconomie qui se comprend à la fois comme l'analyse des stratégies des Etats et des firmes dans l'organisation de la géographie des ressources, des flux, des productions, celles de l'impact spacio-politique (vulnérabilités, distorsions spatiales, pôles de décisions etc...), des oligopoles, des opérateurs financiers, sur les Etats et les milieux sociaux.

C'est précisément le cas notamment de cet espace revêché qu'est le territoire Sahélien, aux ressources attestées, occupé par des proto-Etats (Pierre Jacquemot 1983), et qui depuis l'ère de la colonisation ,puis celle des indépendances octroyées (1960) est semble-t-il de nouveau dans les bourrasques de la mondialisation notamment en subissant encore une fois de plus la compétition et les convoitises prédatrices des puissants du moment, qui est l'objet de notre attention dans cette modeste réflexion, en débutant par un sommaire état des lieux de la région concernée.

1. Le Sahel de façon succincte

1.1 Caractéristiques Physiques

L'espace considéré est pris dans sa globalité c'est-à-dire dans toute sa profondeur stratégique en y incluant les zones de repli possible pour

les belligérants au-delà du cercle restreint du cœur du conflit, concentré actuellement, sur le MALI et son « voisinage » immédiat. Il s'agit donc ici pour notre approche, d'une définition large (Lacoste 2011) c'est-à-dire une zone qui présente des caractéristiques similaires et qui couvre une superficie de 8 millions de kilomètres carrés, celle-ci s'étale sur plus de 7600 kilomètres de long, d'Ouest en Est, des rives du Sénégal depuis l'océan Atlantique à celles de la Somalie dans la mer rouge. Elle offre donc des possibilités de replis tactiques aux guerroyeurs en affrontement qu'il faut prendre en considération.

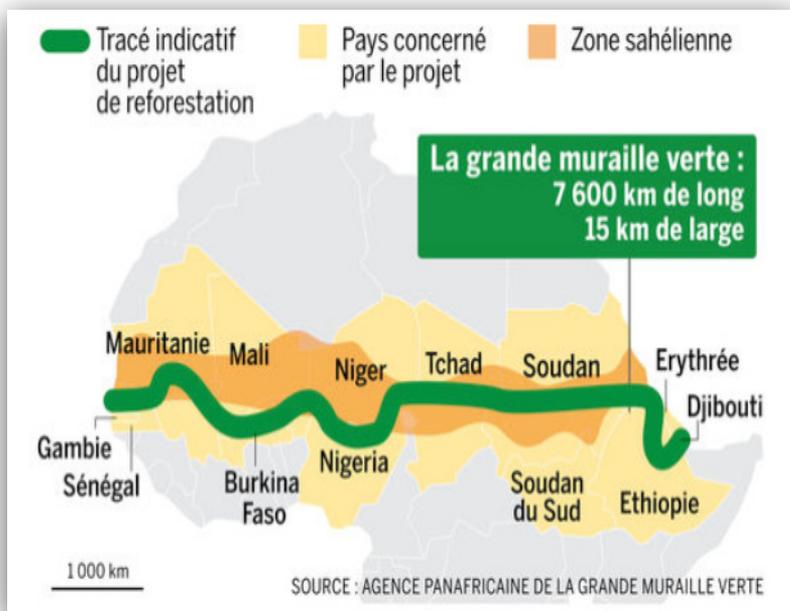
Soit un couloir fait d'au moins 11 pays (Sénégal, Mauritanie, Mali, Burkina Faso, Niger, Nigeria, Tchad, Soudan, Éthiopie, Érythrée, Djibouti) qui mord à la marge des frontières de tout le Machrek (Mauritanie, Maroc Algérie, Tunisie, Libye et Égypte), soit six pays à l'ouest et trois pays d'Afrique centrale (République démocratique du Congo, le Cameroun, Le Ghana) au sud.

On peut noter que du point de vue :

- **du climat**, le sahel fait la transition entre le désert du Sahara et les régions humides de l'Afrique tropicale. Il est classé par les spécialistes dans la catégorie de «HOT- SPOTS», c'est-à-dire particulièrement sensible au changement climatique et à la désertification.
- **de la flore**, la végétation est de type steppique, constituée de plantes ligneuse et de savanes.
- **des ressources hydriques**, le sahel est une des régions des plus vulnérables du monde, alors que paradoxalement il dispose des ressources en eau considérable. (Nappes aquifères sahariennes) souvent fossile, c'est-à-dire non renouvelable par les précipitations actuelles et exigent des capacités de gestion et de partage (Monique Mainguet 2004).

La carte ci-dessous représente la bande du territoire du sahel préfigurant un projet de l'ensemble des Etats de la région pour l'élaboration d'une muraille verte pour enrayer la désertification .Elle permet une visualisation de l'espace en question assez proche de la réalité, c'est une initiative lancée en 2007 pour lutter contre les conséquences de l'expansion du désert par cet ensemble de onze pays. Elle démontre, tout en rappelant une certaine expérience Algérienne (1970), une prise de conscience géopolitique de la nécessité d'une solidarité transnationale pour faire face à des défis qui s'imposent à tous. C'est aussi une des nombreuses manifestations de «survie» des peuples du Sahel pour entrer dans l'histoire.

Carte n°1 : Les pays de la région Sahélienne



1-2-Les caractéristiques humaines

C'est un territoire sous-peuplé 1,3 milliard d'habitants et que paradoxalement aujourd'hui il connaît une forte pression démographique. Constitué de très nombreux groupes 'ethniques' (Peuls, Baza, Zaghawa, Beja, Afar, Somali, touaregs, Baggara, etc.....)

aux croyances multiples (musulmans, Chrétiens, animistes...etc.), aux dialectes nombreux même si le Tamacheq, l'arabe et le swahélis sont dominants.

L'activité essentielle est le commerce caravanier ainsi que l'agropastoralisme. C'est une région qui se distingue par sa mobilité, un environnement difficile et incertain : déplacement et commerce ont toujours été des grilles de lectures jusqu'à une époque récente.

Historiquement, les empires du Mali et du Soudan (c'est-à-dire le Sahel et les territoires sahéliens) depuis le XVIème siècle avaient d'immenses étendues traversées par les routes commerciales basées sur un système de villes relaies, sous-tendues par un système souple de réseaux. Ils étaient caractérisés par l'absence de frontières linéaires permettant ainsi la libre circulation des personnes et des biens pratiquement jusqu'à la fin de XIXème siècle. C'est la colonisation qui a mis brusquement fin à cet état des choses. (Elika Mbokolo, Joseph KiZerbo, Chiekh AntaDiop 1994).

L'Étape européenne : de la mondialisation d'abord avec l'hégémonie de l'Angleterre imposant sa «PAX BRITANNICA» laquelle a déstructuré le continent africain en général et le territoire sahélien en particulier, un processus qui semble se poursuivre avec la «PAX AMERICANA» les États- Unis devenus principal acteur de cette dynamique globalisante.

2. L'accélération de l'histoire «LA PAX BRITANNICA»

2.1 La Mondialisation Européenne et l'Afrique subsaharienne

En dépit de nombreuses définitions disponibles sur la mondialisation, elle est perçue comme un phénomène des plus anciens, les Assyriens, les Egyptiens, les Grecs, les Romains, les Arabes étaient

connus pour leurs activités marchandes. On peut penser aujourd'hui :

- Qu'elle désigne les phases d'intégration planétaire des réalités économiques, politiques, financières, communicationnelles, écologiques et culturelles...etc. C'est-à-dire la mise en œuvre de cette «économie monde» décrite par Fernand Braudel¹⁷;
- Qu'elle est portée par : le modèle capitaliste;
- Qu'elle n'est pas un fait linéaire ni même irréversible (comme l'ont montré la première et deuxième guerre mondiale, la crise économique de 1929, La guerre froideetc.) et le remplacement de l'hégémonie européenne (PAX BRITANNICA) par celle de l'Amérique (PAX AMERICANA). Après la 2ème guerre mondiale.

Pour faire simple on peut reprendre Laurent Carrouet¹⁸ pour qui, « la mondialisation est à la fois -une idéologie : Le libéralisme, -une monnaie : le Dollar, -un outil : Le Capitalisme, -un système politique : La Démocratie ».

Au XIX ème siècle, on peut relever la phase exceptionnelle de la mise en œuvre de l'économie monde et particulièrement à partir des pays européens : notamment du premier d'entre eux la Grande Bretagne qui imposa sa «PAX BRITANNICA». C'est à dire ouverture de nouvelles routes maritimes, doublement de la flotte marchande, extension des chemins de fer, production industrielle en plein essor, multiplication exponentielle des échanges. En même temps qu'un déversement dans le monde de plus de 50 millions d'européens qui vont peupler les nouvelles terres et annexer d'immenses empires coloniaux, si bien que des ententes s'imposent tant bien que mal :

C'est à la conférence de Berlin de 1885¹⁹, qu'un consensus devenu incontournable entre les pays européens a abouti à édicter les règles officielles de colonisation (souvent non-respectées), de partage

et la division entre autres du Sahel et du continent Africain, et ce afin d'atténuer les tensions entre les différentes puissances rivales. C'est aussi l'apparition de la notion de «sphère d'influence» en relations internationales, et du «soft power» avec l'expansion notamment du commerce de normes, d'institutions et du culturel.

Le contact avec des civilisations africaines auparavant isolées-qu'étaient les berceaux des empires successifs du Ghana, du Mali et du Soudan représentant la bande du territoire sahélien qui étaient au niveau de développement et de technologie militaire inférieure avec l'Europe- a fait que l'inévitable différentiel de puissance est tel qu'il jette les bases d'une domination durable de l'espace en question.

C'est la révolution industrielle et la croissance démographique sur le continent européen qui sont notamment à l'origine du nouvel élan de l'expansion coloniale en Afrique et au Sahel en particulier. Ce qui fondamentalement était, notamment au Sahel, une fédération de réseaux, un espace multinational, constitué non de «peuples» ou de «nations» en tant que telles mais de « réseaux ont été abimés». (Achille Mbembe 2009)²⁰.

Les espaces sahéliens ont été complètement déconstruits, déstructurés et morcelés au plan global d'abord par la colonisation notamment par la concurrence de l'expansionnisme français et anglais mais surtout par leur rivalité féroce et sans aucune prise en compte des spécificités des régions occupées (une large documentation sur les méfaits de la colonisation est disponible sur ce sujet notamment dans la revue Africaine).

La circulation transfrontalière millénaire des caravanes de marchandises qui irriguaient ce vaste espace s'est progressivement transformée en zone de non-droit, de chaos et de trafics les plus répréhensibles (drogues, armes, contrebandes, enlèvements, génocides

...etc.) comme le déclare Jean Marc ELA, « on ne peut masquer le poids des réseaux mafieux et des lobbies divers qui contrôlent les ressources stratégiques et soutiennent les dictateurs corrompus »²¹.

Ce qui s'apparente à une véritable balkanisation de l'espace sahélien. Une vision, d'ailleurs largement développée, déjà lors de l'expansion coloniale, par un de ses éminents idéologues, Robert De Caix qui affirmait : « la paix serait mieux assurée s'il y avait en orient un certain nombre de petits Etats dont les relations seraient contrôlées ici par la France et là par l'Angleterre, avec le maximum d'autonomie intérieure, et qui n'auraient pas les tendances agressives des grands Etats nationaux unitaire ». D'autant que les puissances européennes n'y voient leurs zones d'occupations, que comme l'extension pure et simple de leurs propres territoires. Les notions d'empire français, britannique ou portugais prennent tous leurs sens à partir de là. Il est mis en place une économie extravertie à leur seul profit et qui perdurera, en dépit du mouvement d'émancipation vers l'indépendance politique de ces pays dès les années 1960 à nos jours. Ainsi que l'ont bien mis en évidence, avec notamment les problématiques de l'échange inégal du centre et de la périphérie, entre autres les économistes : Christian Palloix²² (1975), Samir Amin²³ ou François Perroux²⁴. Et comme le souligne Robert JACKSON (1994), de ce fait l'Afrique s'est constituée de «Quasi-states» ou d'États «en pointillés»²⁵, c'est-à-dire des états marginaux faibles rendant l'inégalité entre le nord et le sud persistante.

Comme le confirme récemment encore Mme Valentine RUGWABIZA directrice Générale adjointe de l'OMC pour l'Afrique «L'indépendance politique ne s'est pas accompagné d'une indépendance commerciale ou économique, et la structure du commerce hérité de l'époque coloniale est resté inchangée »²⁶.

Une subordination qui est encore aujourd'hui source de faiblesse, d'instabilité et surtout de convoitise. Une même logique de

prédation et d'expansion semble se reproduire aujourd'hui mais à une autre échelle : celle des marchés et leur difficile régulation dans les séismes de la mondialisation. L'intensification des interactions entre les régions et les nations, les idéologies et les systèmes politiques, les activités économiques et les phénomènes sociaux ont aussi produit des aberrations notamment la fracturation du monde avec le creusement des écarts entre pays riches et pauvres. C'est particulièrement visible pour le continent Africain ou c'est le seul qui connaît une augmentation de l'extrême pauvreté en passant de 210 millions de personnes en 1991 à 415 millions en 2011 selon l'observatoire de la pauvreté. La mondialisation connaît alors des gagnants et des perdants (Jacques. Génereux 2010), avec le constat notamment de nombreux signes de dérèglement économiques et financiers, déchainement des affirmations identitaires, environnementaux... Il est de plus en plus nécessaire d'agir tous ensemble pour préserver le climat, la liquidité financière la santé ou la biodiversité et qui font envisager une nécessaire gouvernance mondiale même si pour le moment elle semble utopique les risques cataclysmiques et géopolitiques annoncés ne sont plus très loin et «le dérèglement du monde est déjà à un stade avancé»²⁷.

2.2 L'instabilité chronique et les Etats en échec

L'État se définit par un principe de souveraineté à un territoire, dès lors l'exercice des souverainetés étatiques concurrentes façonne en retour l'espace. La greffe du centralisme Jacobin sur l'ex-Empire multiethnique du Mali, du Songhaï, et du Soudan qui recouvrait le sahel et la bande du territoire sahélien n'a pas pris. Mais elle n'a fait qu'exacerber la situation crisogène provoquée par cette prodigieuse accélération de l'histoire, Notamment en calquant une structure organisationnelle moderne (l'État Nation) sur une autre (virtuelle héritée de la colonisation) encore à l'état moyenâgeux (Féodal). La conséquence évidente est un chaos récurrent et des Etats en constant échec. (Badie Bertrand.1992, Tshiyembe Mwayila 1998) L'absence de stabilité

économique et politique se conjugue donc avec l'absence « d'Etat » et de « Nation » dans ces « pays d'ethnies »; en effet l'appartenance à un groupe ethnique s'est avéré plus importante que la nationalité juridique et, ou le bien commun au profit de tous ne pèse pas lourd par rapport à celui de l'ethnie.

Cela s'est répercuté par des luttes incessantes pour le pouvoir. Il faut y ajouter le délitement et la fragilisation des États (hérité de la colonisation) lesquels sont indubitablement livrés à des forces anarchiques intrinsèques (tribales ou ethniques) et ou à la domination étrangère (les ex-colonisateurs ou nouveaux acteurs mafias, lobbies... etc).

Cette zone caractérisée par d'une faible densité de population et aussi paradoxalement par une forte poussée démographique (Gérard-François Dumond 2004), ce qui accroît la difficulté de la mise en œuvre d'institutions pérennes sur des territoires historiquement homogènes, capables de protéger leurs souverainetés. Ainsi comme le montre le tableau ci-dessous sur les « États faillis » des pays Africains et sahéliens en particulier incapables de garantir le développement, la sécurité et la stabilité. Ce qui n'a pas manqué de faire dire au président Sarkozy lors de sa dernière visite au Sénégal que : L'homme africain n'est pas assez entré dans l'histoire²⁸. Ce qui rappelle les observations de Malek BENNABI²⁹ sur l'histoire de la colonisation « Colonisé parce que Colonisable », mais aussi affecté d'un coefficient réducteur « d'indigène » (l'aliénation) dont il faut s'efforcer à s'affranchir pour arriver à une véritable renaissance. Laquelle n'a pu émerger qu'après une douloureuse prise de conscience de dépassement des sentiments de frustrations et d'humiliations que la violence politique a mis en exergue (Frantz Fanon)³⁰.

Tableau n°1 : Instabilité chronique des États subsahariens et les coups d'État du Sahel et divers conflits de fortes intensités Depuis 30 ans

Conflits divers Coups d'état Pays	Coups d'État	Guerres Civiles	Conflits fron- taliers
Sénégal			+
Mauritanie	06	+	+
Mali	02	+	-
Burkina-Faso	02	-	+
Niger	04	+	-
Nigeria	08	+	-
Tchad	04	+	+
Soudan	04	+	
Erythrée	03		+
Ethiopie		+	+
Somalie	01	-	+
Djibouti	-	-	-
TOTAL	33	08	07

Source : recherche personnelle

- On ne recense pas moins de 33 coups d'État en 30 ans en région sub-saharienne, 8 guerres civiles et 7 conflits frontaliers, soit plus d'un tiers (1 / 3) des coups d'État dans les 55 pays africains. Il faut relever aussi que le continent à lui seul a connu 93 coups d'État
- On peut noter que la construction de l'État en Afrique, en général et au Sahel en particulier, est une véritable tragédie car de la survie de l'État postcolonial il en résulte l'agonie au quotidien des communautés, la dislocation des chaînes de solidarité et de la conscience collective, un constat sans complaisance que fait un intellectuel africain de renom (Mwayila Tshiyembe 1990)³¹.

- La lecture des faits relevés ci-dessus n'est pas sans rappeler la réflexion du philosophe «Ilya Prigogine» d'ailleurs prix Nobel de chimie (1977), sur «l'éloge de l'instabilité» dans une approche d'une théorie parallèle au chaos et qui permet une lecture transversale des phénomènes politiques.

2.3 Des ressources considérables et des convoitises

L'instabilité récurrente qui montre l'extrême faiblesse de ces États d'une part ; Couplée à l'inventaire exceptionnel des richesses naturelles dont ces pays disposent (ci-après la carte n°2 et le tableau n°2 ci-dessous) et qui, d'autre part montre ce qui provoque inévitablement la convoitise des grands acteurs des relations internationales du moment (États-Unis, BRICS, multinationales etc). La France n'est pas en reste puisque l'ex-ministre des affaires étrangères Hubert Védrine préconise que l'Afrique peut devenir «le nouvel ELDORADO de la France». D'autant, tant la banque mondiale que la banque Africaine de développement relèvent l'émergence imminente d'une classe moyenne africaine estimée à plus de trois cents millions, donc de consommateurs potentiels, de croissance économique et de profits.

La carte ci-dessous nous permet de visualiser l'immensité du territoire en question, baigné par trois mers (atlantique, méditerranée et la mer rouge), de même que les potentialités des ressources en exploitation ou en réserves, mais aussi les zones de conflits qui sont les obstacles pour le contrôle de ces dernières.

Carte n°2 : Les ressources naturelles et minières au Sahel

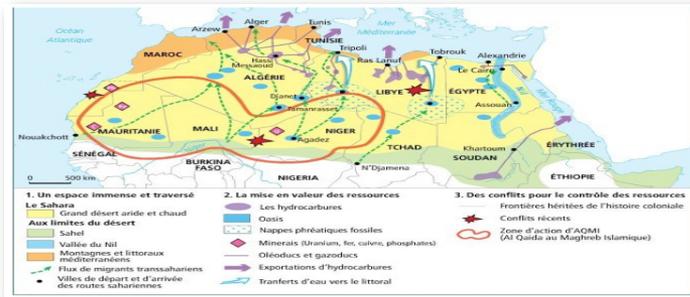


Tableau n°2 : Ressources Énergétiques et Minières dans la bande de territoire du Sahel

Matières Premières Pays	Energie (1)	Métaux Précieux (2)	Métaux Industriel (3)	Observation
Sénégal	+	+	+	
Mauritanie	+	+	+	
Mali	+	+	+	
Burkina-Faso	+	+	+	
Niger	+	+	+	
Nigeria	+	-	+	
Tchad	+	-	+	
Soudan 1 Nord	+	+	+	
Sud 2				
Erythrée	+	+	+	
Ethiopie	-	+	+	
Somalie	+	-	-	
Djibouti	-	-	-	Façade Maritime Stratégique en Mer rouge

Sources : Alain Antil « Boum Minier au Sahel 02 Février 2014 Débat général sur la rente minière Union Africaine – 2011. / + Présence - Néant

(Énergie)1	Pétrole, Gaz, Uranium,Etc
Métaux Pré-)cieux)2	Or Argent, Platine, Diamants, Palladium
Métaux Indus-(triels (3	Cuivre, Aluminium, zinc, .Plomb, Phosphates etc

Sources : La géographie des risques dans le monde. Carrefours, Edition ELLIPSES, Paris 2005. - Atlas de l'Afrique, Edition Jaguar, Saint- Etienne, France Juin 2011. - Atlas des guerres et conflits Edition Autrement, page 63, Paris 2011. - Grand Atlas 2014 «comprendre le monde en 200 cartes, Edition Autrement Paris 2013.

On peut relever également que selon l'OMC (2012)³²

-Le continent africain est pratiquement vierge, il recèle en général près de 12 % de la population Mondiale, 1,5% du produit intérieur brut mondial (P.I.B), 2 à 3% des Investissements directs étrangers (I.D.E), 3% à peine du commerce mondial, et un tiers des ressources mondiales. Dans un monde où la finitude s'impose de plus en plus, les logiques d'expansion mettent inévitablement en contact les grands acteurs des relations internationales. Un brassage qui, le plus souvent, ne s'opère pas en douceur comme le théorisent notamment les tenants de l'école réaliste des relations internationales.

Voilà une situation bien particulière : une zone sahélienne couverte par un ensemble d'institutions, notamment étatiques, dont la faiblesse est avérée, une homogénéité perdue par l'action néfaste de la colonisation avec des réseaux déstructurés, couplée à des ressources énergétiques et minières importantes. Un même « état des lieux » est valable pour tout le continent africain.

Ceci justifie largement l'intérêt qu'il suscite de la part d'acteurs en concurrence pour la recherche de puissance et de la prédation dont il est l'objet depuis la «PAX BRITANICA», et aujourd'hui avec l'avènement de la «PAX AMERICANA» (domination des Etats-Unis d'Amérique) mais encore davantage avec l'arrivée des pays émergents et leurs multinationales, dans une nouvelle mêlée mondiale comme le fait remarquer Hubert Védrine³³.

L'analyse la plus appropriée et la plus intelligible serait, sans doute, celle que nous permet «la boîte à outil» de l'école réaliste des relations internationales dont Hans Morgenthau nous rappelle notamment que «la politique suit les règles objectives : celles de la nature humaine»³⁴. Comme les humains, les Etats sont des «égoïstes rationnels», engagé dans une rivalité permanente pour : - la sécurité, d'abord car constamment habité par la crainte d'une attaque, et notamment encore pour le prestige et l'appropriation des ressources. L'absence d'une autorité supérieure capable de pacifier les relations entre États souverain, (Raymond Aaron), l'anarchie, la nature humaine et celle des États, produisent « l'état de guerre » ce qui rappelle «la guerre de tous contre tous» de John Locke³⁵. La paix n'est qu'une construction humaine rationaliste, donc fragile car en équilibre constant entre émotions et raison. Et comme l'écrivait déjà Montesquieu dans l'Esprit des lois en 1748 «il est heureux pour les hommes d'être dans une situation où, pendant que leurs passions leur inspirent la pensée d'être méchants, ils ont intérêt à ne pas l'être »³⁶ passions et intérêts revisités*. C'est la peur de la destruction mutuelle qui impose la coexistence pacifique un paradoxe.

2. L'approche réaliste

Comme le souligne John MEARSHEIMER³⁷ de l'école réaliste que : loin de se contenter de la sécurité que procure une situation géographique donnée, les États qui ont en la capacité ne peuvent envisager leur sécurité que dans l'accroissement irrésistible de la

puissance, d'abord avec la recherche de l'hégémonie régionale avec en ligne de mire ensuite, la domination mondiale, qui est la garantie ultime de la sécurité.

Mais elle est en fait toujours inaccessible, car entraînant une coalition de tous les États menacés, ou comme le souligne Raymond ARON³⁸ (voir infra) dans sa «théorie de la sociabilité» dans les relations internationales, c'est-à-dire de la capacité sur la scène internationale d'une unité politique d'imposer sa volonté aux autres unités. En y relevant que le maintien de la puissance américaine se fait notamment au risque de la «SUR-EXPANSION IMPÉRIALE» un besoin incompressible d'extension hégémonique, et courir le danger avéré d'une dilution de l'espace contrôlé. Qui plus est, selon l'analyste Josef JOFFE³⁹, lequel n'hésite pas à faire constater, que cela se fait toujours au péril d'aboutir à une guerre ouverte généralisée entre tous les acteurs et à la fin, de se retrouver seul contre tous.

Il est clair que la sagesse qui est de résister à la tentation impériale est une recommandation fondamentale des enseignements légués par l'histoire depuis Thucydide à nos jours. C'est la recherche de la longévité dans la suprématie, notamment dans le pouvoir structurel tel que le décrit Susan STRANGE qui implique particulièrement «la capacité de contrôle du système de la sécurité, de la production, la finance et le savoir»⁴⁰, mais aussi de s'appliquer la modération dans la domination, en cherchant davantage à recueillir l'adhésion (avec notamment les coalitions, la légitimation, la séduction, bref l'intelligence...), plus que la confrontation ou la coercition, c'est-à-dire un équilibre prudent entre le « hard power » (la force militaire) utilisé en Irak puis en Afghanistan par les Américains, et les 'déclinaisons' du « soft power » (l'influence), notamment tel qu'il est appliqué par ces derniers aujourd'hui dans les nouveaux théâtres d'opérations.

Un nouvel habillage: «le smart power»⁴¹ (Hilary Clinton 2009)

avec une subtile combinaison entre utilisation de la force et de l'intelligence, ou encore le «*Leading from behind*» (diriger à partir des coulisses) ou «*light footprint operations*» (laisser des empreintes légères)⁴² (Barak Obama 2012). Ce qui laisse certains spécialistes des relations internationales à penser qu'il s'agit là «d'une reformulation de la théorie de la stabilité hégémonique» par un dosage ingénieux et simultané de «*hard et soft power* » (Suzanne Nossel 2004) en même temps qu'une approche qui infirme les tenants d'une hégémonie Américaine sur le déclin. Il semble donc que c'est cette doctrine qui se veut être en rupture avec l'arrogance messianique et la violence des armes de la présidence Bush qui, notamment a été mise en œuvre en Afrique en général et au Sahel en particulier. Les Etats-Unis d'Amérique sont présentement concernés, y compris dans cette région, et particulièrement dans cette compétition géostratégique que se livrent les grandes puissances pour la stabilité hégémonique pour le XXIème siècle. La fin de l'histoire annoncée par Francis Fukuyama⁴³ (1990) c'est-à-dire l'avènement d'un capitalisme triomphant après la chute du mur de Berlin, une théorie perçue alors comme l'organisation ultime qu'aurait atteint le développement de la société moderne. Ceci fut contredit rapidement par la crise économique de 2008^{44*}, avec la mue insolite d'un nouveau capitalisme à caractère financier, comme nouvel acteur de la mondialisation et en a bouleversé profondément les équilibres récents.

- Notamment dans l'idée d'une éventuelle «unification planétaire» en «pénétrant des frontières auparavant impénétrables, en déchirant des filets protecteurs, en se débarrassant des contraintes et des interdictions, et en démontant ou en affaiblissant des institutions mises en place pour les servir»...il est constaté en même temps l'émergence «des forces telles que les capitaux financiers et industriels, les marchés, les mafias,

le terrorisme, etc)»...dont la maîtrise s'avère être des plus effrayante⁴⁵ (Zygmunt Bauman 1999).

Ceci confirme le constat du philosophe Paul Virilio⁴⁶ (libération / 2010) «sur la vitesse qui réduit le monde à rien», celle de l'accélération de l'histoire des sociétés d'aujourd'hui dont les transformations sont fulgurantes et les adaptations difficiles et en nous faisant subir « la dictature de l'urgence », comme nous l'explique Gilles Finchelstein.⁴⁷ (2011) ou encore Hartmut Rosa⁴⁸ qui relève que l'accélération du changement social chahute notre vie sociale, et plus encore qu'il y est franchi un point critique (déjà les échanges du monde de la finances se font à des temps de réactions qui ne sont plus humains) au-delà duquel il est impossible de maintenir l'ambition de préserver la synchronisation et l'intégration sociale. Nous sommes loin de la vision du grand historien Fernand Braudel et de ses enseignements «long de l'histoire»⁴⁹. La rapidité des changements sociaux (accélération technique, sociale et des rythmes de vie) offre un horizon instable, car soumis notamment au culte de la performance, de la concurrence (argent et compétition) et donc à l'incertitude, ce qui est peu propice à l'élaboration de projets stratégiques. Le village planétaire n'est plus virtuel. Le cycle lent du changement des dominations humaines depuis l'empire Romain à celui de la Pax Britannica qui se comptait en siècles s'est transformé en cycle court quelques dizaines d'années (en immuable émergence / déclin) et l'accélération ne semble pas s'arrêter, même si l'histoire atteste de l'alternance à l'hégémonie des différents peuples de la terre. Ce que les partisans du réalisme en relations internationales et les déclinistes (notamment, Alain Minc, Jacques Attali, Nicolas Baverez, Eric Le Boucher) tiennent aujourd'hui comme une constante « l'accélération » dans l'évolution de l'humanité et que les «civilisations sont mortelles» comme le lançait Paul Valéry⁵⁰ (1924). D'autant comme le rappelle Jean Baptiste DUROSELLE⁵¹, l'histoire nous apprend que tous les empires sont mortels notamment du fait de la combinaison de plusieurs types de

forces antagonistes «Le choc avec d'autres empires...l'insupportable par les pays dominés... la prise de conscience d'un système rigide... le progrès des mass medias... ». L'historien Paul Kennedy⁵² fait remarquer lui aussi, l'existence d'une dynamique évolutive dans ses travaux sur l'histoire des cycles dans la naissance et le déclin des grandes puissances. Le travail de l'universitaire Fareed Zakaria⁵³ (2008) dont l'approche pronostiquant un déclassement de la puissance étasunienne avec son ouvrage sur «le Monde post-américain» a eu un retentissement certain. On peut encore citer Emanuel TODD⁵⁴ avec son essai sur la décomposition de l'empire américain lequel est produit notamment par l'élévation de l'enseignement dans le monde, le déclin de notre milieu et le déficit commercial abyssal. On peut encore garder à l'esprit l'idée professée par le philosophe Edgard Morin⁵⁵ (2008) notamment dans sa communication faite au forum de Grenoble qui rappelait que «La réflexion sur le monde d'aujourd'hui ne peut s'émanciper de l'histoire universelle. Les périodes de calmes et de prospérités ne sont que des parenthèses de l'histoire. Tous les grands empires et civilisations se sont crus immortels empire mésopotamien, égyptien, romain, perse, ottoman, maya, aztèque, inca...et tous ont disparu et ont été engloutis. Voilà ce que c'est l'histoire : des émergences et effondrements, des périodes de cataclysmes, des bifurcations, des tourbillons, des émergences inattendues. Et parfois au sein des périodes noires des graines d'espoirs surgissent. Apprendre à penser cela, voilà l'esprit de la complexité» Une réflexion qui permet de croiser des approches transdisciplinaires et de donner de la profondeur à une démarche explicative du processus de la mondialisation en cours dans cette région du monde qu'est le Sahel tout en tentant de réfuter la posture déterministe comme semble l'affirmer les anti-déclinistes américains en se proclamant «nation indispensable »⁵⁶ (Barak Obama 2009) mais aussi en remettant au goût du jour notamment les principes de la stratégie du maître de «l'art de la guerre»⁵⁷ le Chinois SUN TZU et que pour lui le «système mondial n'est qu'un échiquier multidimensionnel»⁵⁸ selon Stanley Hoffman

(1989), Zbigniew Brzezinski (1985)⁵⁹, Joseph Nye (2004)⁶⁰.

Les contres mesures des Etats-Unis au déclin annonce L'évocation d'un possible déclin de la supériorité américaine ne semble pas inquiéter outre mesure ces derniers, ils tentent d'adopter des contre-mesures à ce dépérissement annoncé. C'est une évolution qui semble perceptible notamment dans leur nouvelle façon de conduire leur engagement tactique au Sahel en particulier, et en Afrique en général. Il s'agit :

- de bloquer l'arrivée des nouveaux hégémons notamment la Chine (qui est devenue subrepticement premier partenaire de l'Afrique en 2009, et celui de l'Algérie notamment depuis 2013) , les BRICS et autres émergents qui affirment leur présence dans cette «ruée» sur ce continent apparaissant soudainement riche d'opportunité et de croissance;
- de pallier à la défaillance des acteurs historiques que sont les Européens en panne de moyens depuis la crise de 2008, mais aussi les victimes d'une vision surannée en ce qui concerne la région sahélienne et l'Afrique (région pauvre et en crise);
- de pratiquer, concomitamment à l'élargissement de leur présence, une politique de «l'Offshore Balancing»⁶¹ (Christopher Layne 2012) c'est à dire un jeu d'équilibrage des forces géré à distance, notamment après avoir retenu les leçons de leur implication directe au Vietnam, en Irak et en Afghanistan;
- par ailleurs, les tenants de «la théorie de la stabilité hégémonique» observent qu'une rude partie d'échecs, pour reprendre Zbigniew Brzezinski⁶² (le grand échiquier 2011), se joue sur le terrain géostratégique pour la suprématie mondiale dont une manche importante se déroule actuellement pour l'expansion de la puissance

dans la région sahélienne en particulier mais aussi sur toute l'étendue du continent Africain pourtant longtemps négligé.

D'autant que ces compétiteurs dits «émergents» notamment ceux principalement évoqués ici sont de redoutables postulants économiques, dont trois sont dotés de la puissance nucléaire et deux déjà membres permanents du conseil de sécurité de l'ONU. C'est semble-t-il une approche «géostratégique», qui serait la plus appropriée pour rendre perceptibles les véritables enjeux en cours dans cette région.

Références

1. Hans Morgenthau, *politics among nations : the struggle for power and peace*, New York NY : Alfred A, Knopf, 1948. (I)
2. John Mearsheimer, *The False Promise of International Institutions*, *international security*, vol 19- hiver 1995. (II)
3. Konrad Lorenz, *L'agression, une histoire naturelle du mal*, Flammarion, Paris, 1977, Frans de Waal, *La politique du chimpanzé*, Ed. Du rocher, Paris, 1987. (III)
4. Mc Kinder, *le pivot géographique de l'histoire*, Royal Geographical society, 1904. (IV)
5. Keohane & Nye, *Power and interdependence*, Boston& Toronto : Little, Brown, Eco, 1977. (V)
6. Paul Claval, *Histoire de la géographie*, PUF, Paris, 2011 (VI)
7. Régis Blachère, *Extraits des principaux géographes arabes du moyen-âge*, Alger: Bibliotheca Arabica, 1932. (VII)
8. Galilée Galileo, *Dialogue sur les deux grands systèmes du monde*, publié en 1632, traduit par René Fréreau et François de Grandt, Paris : Seuil, Points Sciences, 2000. (VIII)
9. Alfred Mahan, *la maîtrise des mers*, Paris : Ed Berger-Levrault, 1981. (IX)

10. Frederick Ratzel, Géographie politique, Paris : Ed economica, 1988. (X)
11. Michel Foucher, L'obsession des frontières, Paris : Ed Perrin, 2007. (XI)
12. Yves LACOSTE, La Géopolitique et le raisonnement géographique in 146-147, 3^{ème} et 4^{ème} trimestre 2012. (XII)
13. Thomas Hobbes, Léviathan, Paris : Ed Folio, 2000. (XIII)
14. Pierre Héber-Suffrin, Le Zarathoustra de Nietzsche, Paris : PUF, 1988. (XIV)
15. David C Korten, Quand les multinationales gouvernent le monde, éd Yves Michel, 2006, p4.
16. Edward Luttwak et Pascal Lorot, la géoéconomie, nouvelle grammaire des rivalités internationales, in l'information géographique, volume 65 n°1 2001
17. Fernand Braudel, civilisation matérielle, économie et capitalisme, XVe-XVIII^e siècle, Paris, 1979, page 20. (XV)
18. Laurent Carrouet, La mondialisation en débat, Documentation photographique, n°8037, La documentation française, Paris, 2004, page 4. (XVI)
19. La conférence de Berlin 1885 ; qui s'est tenue de novembre 1884 à février 1885, fut organisée par le chancelier Bismark afin d'établir les règles qui devaient présider à la colonisation de l'Afrique.
20. Achille MBenmbe-2009, Penser l'Afrique post coloniale, www.regards.fr, Visité le 20/12/2014. (XVII)
21. Jean Marc ELA, « refus du développement ou échec de l'occidentalisation ? Les voies de l'afro-renaissance », Le Monde Diplomatique, n°535, Octobre 1998, p3.
22. Christian Palloix, L'internationalisation du capital, Eléments critiques, Paris : Ed François Maspero, 1975. (XVIII)
23. Samir Amine, Le développement inégal, Paris : les éditions de minuit, 1976. (XIX)
24. François perroux, Le problème du profit, Paris : Ed PUG, 1996. (XX)

La région du Sahel dans les bourrasques de la mondialisation

25. Robert JACKSON, Quasi-states. Sovereignty, International Relations and the Third World, Cambridge, Cambridge University Press, 1994.
 26. OMC : Nouvelles 2012, www.wto.org/french/news_f/news12_f/ddg_12apr12_f.htm, visité le 20/12/2014.
 27. Jacques. Généreux, La Grande Régression, seuil, Paris, 2010.
 28. Nicolas Sarkozy, discours de Dakar 28/02/2012, Agence France presse.
 29. Malek BENNABI, Les conditions de la renaissance, Ed. ANEP. Alger 2005. P150 (XXI)
 30. Frantz fanon les damnés de la terre, La Découverte, Paris, 1 janvier 2004.
 31. MwayilaTshiyembe, L'Etat post colonial, facteur d'insécurité en Afrique, Editeur Présence Africaine 1990. (XXII) *-
 32. OMC : Nouvelles 2012, www.wto.org/french/news_f/news12_f/ddg_12apr12_f.htm, visité le 20/12/2014.
 33. Hubert Védrine, "Dans la mêlée mondiale", 2009-2012 fayard, Paris 2012. (XXIII)
 34. Hubert vedrine, op, cit.
 35. John Locke .op.cit.
 36. Pascal Bridel, « Passions et intérêts » revisités. La suppression des "sentiments" est-elle à l'origine de l'économie politique ?, librairie DROZ Genève, Paris, 2009.
- *. Revue européenne des sciences sociales en ligne XLVII-144-2009- consultée le 10 avril 2015.
37. John Mearsheimer, The False Promise of International Institutions, international security, vol 19- hiver 1995. (II)
 38. Raymond Aron et la théorie des relations internationales. [article]. Stanley Hoffmann · Politique étrangère Année 1983 Volume 48 Numéro 4 pp. 841-857.

39. Josef JOFFE, *Hyperpuissance, la tentation impériale de l'Amérique* Odile Jacob, Paris, 2007.
40. Susan Strange, *Le système mondial*. [Article]. Jonathan Story, Christophe Jaquet · *Politique étrangère* Année 2001 Volume 66 Numéro 2 pp. 433-447.
41. Hillary Clinton during her Senate confirmation hearing on January 13, 2009 for the position of Secretary of State.
42. Les Etats-Unis sous Obama : désengagement ou hégémonie masquée ? Par Maya KANDEL, le 17 décembre 2013 2 *Etheridge*, Eric. «How Soft Power got Smart». *The New York Times*. Retrieved 12 April 2012.
43. Francis Fukuyama, *La Fin de l'histoire*, Flammarion, 1992.
44. Paul Jorion *La crise: des subprimes au séisme financier planétaire* Fayard, 2008.

*(En 2007, une crise financière née dans le secteur des subprimes de l'immobilier résidentiel américain débouche sur un tarissement du crédit, paralysant peu à peu la finance internationale. En 2008, la crise se transforme en crise économique mondiale, puis en authentique crise de civilisation.)
45. Zygmunt Bauman *Le coût humain de la mondialisation*, Hachette, 1999.
46. Le philosophe Paul Virilio, fasciné par l'accélération du monde, met en garde sur les dangers .libération — 3 juillet 2010.
47. Gilles finchelstein *la dictature de l'urgence*, Fayard 2011.
48. Hartmut rosa *accélération. Une critique sociale du temps* La Découverte, 2010.
49. Fernand Braudel et les différents temps de l'histoire « La longue durée », in *Annales*, 1958.
50. Paul Valery *les civilisations sont mortelles* Le Cercle du Livre, Édition Paul Mourousy, Paris, 1952.

La région du Sahel dans les bourrasques de la mondialisation

51. Jean baptiste duroselle, « tout empire périra » Armand Colin, Paris, 1981.
52. Paul Kennedy naissance et déclin des grandes puissances Random House Paris, Payot 1987.
53. Fareed Zakaria, The Post-American World, W.W. Norton, New York et Londres, 2008.
54. Emmanuel Todd, Après l'empire : Essai sur la décomposition du système américain Gallimard, Paris, 2004.
55. Edgar Morin : Intelligence de la complexité, Poche, Paris, 2008.
56. Obama, « nation indispensable », l'académie militaire de West Point, New York 2009.
57. Sun Tsu, L'art de la guerre, Primento, Paris, 2012.
58. Théorie et relations internationales, Stanley Hoffmann Rv : française de science politique, 1961 Vol 11 N°2 pp. 413-433.
59. Zbigniew Brzezinski Power and Principle: Memoirs of the National Security Adviser, 1977-1981 (Anglais) Relié – mars 1983
60. Joseph Nye, The Decline of America's Soft Power, Foreign Affairs, New york, 2004.
61. Christopher Layne «Offshore Balancing Revisited» (The Washington Quarterly, 2002).
62. Zbigniew Brzezinski, Le grand échiquier, Pluriel, Broché – 4 mars 2011